

Répertoire n° 20070119

Ministère : agriculture et pêche
Direction : pêches maritimes et aquaculture
Sous-direction : pêches maritimes
Bureau: ressource, réglementation, affaires internationales

Sommaire

Accords franco-canadiens relatifs aux droits de pêche dans la zone de Saint-Pierre-et-Miquelon, 1953-2004

Art. 1-20 : négociations et accords de pêche (accords de 1972 et de 1994, délimitation de la zone économique exclusive de Saint-Pierre-et-Miquelon, arbitrage international, relations de la Communauté économique européenne avec le Canada), 1953-2000

Art. 21-31 : gestion de la ressource halieutique (réglementation, totaux autorisés de captures (tac) et quotas, déclarations de captures, protection de la ressource, contentieux), 1965-2004

Art. 32-34 : relations avec les sociétés de pêche, 1986-1994

Art. 35-37 : documentation scientifique et technique, 1967-1992

Métrage linéaire : 4 ml

Nombre d'articles : 37 (11 DIMABS)

Communicabilité : libre

Archives nationales

INTRODUCTION

Le fonds coté 20070119 est constitué par l'ensemble des archives relatives aux accords de pêche conclus entre la France et le Canada, qui précisent les droits français au large de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon. L'origine de ce fonds débute le 27 mars 1972 à la suite de la signature de l'accord relatif aux relations réciproques entre la France et le Canada en matière de pêche.

Ce fonds est constitué de 37 articles, qui représentent 3,30 ml, et couvre les années 1965 à 2004. Il est issu des archives produites par le bureau de la Ressource, de la Réglementation et des Affaires Internationales (RRAI¹), au sein de la direction des Pêches maritimes et de l'aquaculture.

Mode de classement :

Le fonds présenté dans cet instrument de recherche était conservé dans les locaux de la direction des Pêches maritimes et de l'aquaculture. Le travail de tri et de classement a été effectué sur place, avec l'aide des chargés de mission. Toutes les archives relatives aux accords conclus sur Saint-Pierre-et-Miquelon ont été rassemblées dans un premier temps afin de dresser un inventaire sommaire du vrac. Suite à ce travail d'identification, la mise en ordre complète du fonds a été réalisée, éliminant les documents en double et les brouillons, qui représentaient environ 0,6 ml. Un travail de tri et de classement chronologique avait déjà été effectué pour les documents les plus récents, à partir de 1994, qui a été repris et intégré dans le plan de classement adopté.

Le classement choisi est thématique. Une première partie est consacrée aux négociations et aux discussions officielles entre les deux Etats (signature des accords, visites officielles, intervention de la Communauté puis Union européenne dans les discussions). La seconde partie porte sur la fixation des Totaux Autorisés de Captures (TAC) et des quotas, ainsi que sur les mesures mises en œuvre pour protéger les ressources halieutiques de la région. La dernière partie présente les relations du ministère avec les sociétés de pêche qui exercent leur activité dans les eaux de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Ce fonds n'est pas clos ; en effet, des négociations régulières doivent avoir lieu avec le Canada afin de déterminer les TAC et quotas accordés aux pêcheurs français dans la zone de Saint-Pierre-et-Miquelon. Ces accords feront l'objet d'un nouveau versement qui complètera celui-ci.

Historique des accords franco-canadiens :

Saint-Pierre-et-Miquelon est connu dès le XVI^{ème} siècle des chasseurs de baleine qui exercent au large de Terre-Neuve. Toutefois, il faut attendre le milieu du XVII^{ème} siècle pour que la population des pêcheurs s'installe dans l'archipel. Les droits des pêcheurs français à Saint-Pierre trouvent leur origine dans le traité d'Utrecht signé en 1713 entre la France et la Grande Bretagne. Avec ce traité, la France renonce à une grande partie de ses colonies en Amérique du Nord,

1 On trouvera en annexe du présent inventaire la liste des sigles utilisés.

Archives nationales

notamment à sa base de Plaisance située à Terre-Neuve. Toutefois, elle conserve des droits de pêche sur une partie appelée " Côte française ". En 1763, le traité de Paris cède Saint-Pierre-et-Miquelon à la France. A partir de 1832, Terre-Neuve se dote d'un gouvernement représentatif et conteste les droits de pêche accordés à la France ; ainsi, la France renonce à ses droits dans une convention anglo-française en 1904, hormis Saint-Pierre-et-Miquelon. Île située au large de Terre-Neuve, dernier territoire français en Amérique du Nord, elle a vu son espace maritime diminuer peu à peu au profit du Canada.

En 1972 un accord de pêche est conclu entre la France et le Canada. Deux points litigieux subsistent :

- o La délimitation de la frontière maritime entre les zones économiques françaises et canadiennes
- o L'application de l'accord relatif aux relations réciproques entre la France et le Canada en matière de pêche.

Un tribunal arbitral est désigné pour régler le différend sur la pêche dans le Golfe du Saint-Laurent en 1986. Hormis cette zone, la délimitation des espaces maritimes n'est pas fixée ; en 1989, la situation semble bloquée. Un accord est conclu qui instaure un nouveau tribunal d'arbitrage, chargé d'examiner la délimitation des zones économiques exclusives des deux Etats. Cette procédure donne lieu à la rédaction d'un mémoire et d'un contre-mémoire par la France et le Canada. Un jugement est rendu le 10 juin 1992.

Parallèlement sont signés des accords bilatéraux annuels qui déterminent les TAC et quotas dévolus dans chaque zone à la France et au Canada. A partir de 1995, la protection des ressources halieutiques entre dans les attributions du Conseil consultatif franco-canadien sur la gestion des ressources.

Chronologie des principales discussions

27 mars 1972 :

Signature d'un accord relatif aux relations réciproques entre la France et le Canada en matière de pêche.

Fin des années 1980 :

Accord interprétatif du traité de 1972 qui accorde à la France un quota fixe de 20.500 t de morue dans le golfe du Saint Laurent (zones 4 RS, 3 Pn).

Entre 1986 et 1987 :

Signature de plusieurs accords de pêche ; tentatives de délimitation des espaces maritimes français et canadien.

31 mars 1989 :

Procès-verbal d'application de l'accord de 1972 pour la période qui va de 1989 au 30 septembre 1992.

10 juin 1992 :

Sentence arbitrale qui limite la zone de Saint-Pierre-et-Miquelon à 12.400 km².

Rappels géographiques :

L'archipel de Saint-Pierre et Miquelon est constitué de trois îles principales : Saint-Pierre (26km²), Miquelon (110 km²) et Langlade (91 km²), ces deux dernières reliées depuis le XVIIIème siècle par un isthme de sable qui renferme dans sa partie nord une lagune salée "*Le Grand Barachois*". Quelques îlots, dont "*Le Grand*

Archives nationales

"Colombier" et "L'île aux Marins" habitée jusque dans les années 60, entourent Saint-Pierre dans la partie Est.

Ces îles sont fort dissemblables : Saint-Pierre, la plus petite mais la plus peuplée, assure l'essentiel des activités économiques. Sur Miquelon, on compte une centaine de familles vivant de la pêche et de l'agriculture.

Jusqu'en 1976, l'archipel est un Territoire d'Outre-Mer dirigé par un gouverneur. Elle devient ensuite un département puis une collectivité territoriale de la République (1985). Le préfet, représentant de l'Etat réside à Saint-Pierre ; un conseil général est élu, qui a des compétences propres en matière de fiscalité, de droits de douane, d'urbanisme et de politique de logement.



(source : site Internet du ministère de l'Outre-mer www.outre-mer.gouv.fr)

Intérêt historique du fonds :

Les archives des accords conclus entre la France et le Canada offrent plusieurs pistes de recherche. Les liens et relations diplomatiques entre la France et le Canada évoluent suite à l'intervention de la Communauté européenne dans les affaires maritimes. On peut également noter qu'une partie entière du fonds est consacrée à la protection de la ressource, élément qui était loin d'être acquis dans les années 1990. Il s'agit essentiellement d'une initiative canadienne qui vise à protéger les stocks de poisson, dans une perspective de développement durable. C'est ainsi que la fixation de Totaux autorisés de captures (TAC) et de quotas devient

Archives nationales

l'un des leviers de la préservation des ressources halieutiques.

Sources complémentaires :

- Archives nationales :
 - o Centre historique des Archives nationales
 - o Centre des Archives d'outre-mer
- Archives du ministère des Affaires étrangères
- Archives du ministère et secrétariat d'Etat à la Mer
- Archives du service historique de la Marine

Orientations bibliographiques :

ANDRIEUX, Jean-Pierre, *Cod War, Canada or France ?*, Montmagny, Leméac, 1987, 169 p.

ANDRIEUX, Jean-Pierre, *Saint-Pierre and Miquelon, A fragment of France in North America*, Lincoln, Ontario, Canada, W. F. Rannie publisher, 1983.

BELORGEY Gérard, CHANE-TUNE Richard, *Saint-Pierre-et-Miquelon et le droit de pêche dans l'Atlantique nord-ouest*, Paris, " Notes et Etudes documentaires " n° 4979, La Documentation française, 1993, 165 p.

CAPERON Maurice, *Pêches et chasses aux îles Saint-Pierre et Miquelon*, Nouvelle Édition, Saint-Pierre, Imprimerie Administrative, 1993, 139 p.

CAZEILS Nelson, *Cinq siècles de pêche à la morue, Terre-Neuvas & islandais*, Editions Ouest-France, Rennes, 1997, 123 p.

CHAMSON Max, *Le Canada, Saint-Pierre et Miquelon, et l'Alaska aujourd'hui*, Paris, les Éditions J.A, 1981, 239 p.

CONSEIL GENERAL DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON, *Guide des sources de l'Histoire de Saint-Pierre et Miquelon*, Tome II, Archives publiques de Métropole et de l'Étranger, Archives privées. Saint-Pierre, Archives de la Collectivité territoriale, 1991, 155 p.

GUILLAUME Dominique, *L'industrie de la pêche aux îles Saint-Pierre-et-Miquelon au XIXème siècle*, Service d'archives de la collectivité territoriale, 1995, 36 p.

GUILLAUME Dominique, *Saint-Pierre et Miquelon, du commandement de la colonie au Conseil général de la collectivité, 1844-1994*, Éditions Gescom, 1995, 539 p.

GUYOTJEANNIN Olivier, *Guide des sources de l'histoire de Saint-Pierre et Miquelon*, Tome I, Archives publiques de l'archipel, Archives départementales, 1982, 155 p.

OFFICE DU TOURISME, *Saint-Pierre et Miquelon, La France au bord de l'Amérique*, Montréal, Éditions Leméac, 1984, 95 p.

Archives nationales

NÉGOCIATIONS ET ACCORDS DE PÊCHE

Accord de 1972

20070119/1

Extension des eaux territoriales canadiennes (lois de 1964 et 1970). – Droits de pêche français, négociations : correspondance, notes, cartes, statistiques des captures françaises, texte des lois, comptes rendus du service des Affaires maritimes de Saint-Pierre-et-Miquelon, documentation.

1953-1971

Relations du Canada avec d'autres Etats en matière de pêche : texte des accords conclus, notes, correspondance.

1964-1976

20070119/2

Négociations préalables à la signature de l'accord (1971). – Accord relatif aux relations réciproques entre la France et le Canada en matière de pêche signé le 27 mars 1972 : compte rendu des négociations, texte de l'accord ; interprétation de l'accord (1972-1980). Origine des droits de pêche français à Saint-Pierre-et-Miquelon : note (1978).

1971-1980

Délimitation de la Zone Economique Exclusive de Saint-Pierre-et-Miquelon

20070119/3

Augmentation de la zone de pêche canadienne au détriment de Saint-Pierre-et-Miquelon, négociations sur les droits de pêche français : comptes rendus, correspondance, notes, cartes.

1973-1984

20070119/4

Négociations avec le Canada. – Interventions diplomatiques et collaboration interministérielle : correspondance (1981-1987) ; discussions : correspondance, notes, cartes, études sur la salmoniculture et la pectiniculture à Saint-Pierre-et-Miquelon (1985-1987).

1981-1987

20070119/5

Archives nationales

Négociations de l'année 1986 en vue de conclure un accord sur la pêche : correspondance, notes de synthèse.

1986

Archives nationales

20070119/6

Contentieux entre la France et le Canada. – Différend concernant le filetage dans le golfe du Saint-Laurent suite à la campagne menée par le chalutier “ La Bretagne ” : sentence arbitrale du 17 juillet 1986, note de synthèse.

1986

20070119/7

Poursuite des négociations. – Visites officielles des membres des gouvernements français et canadien : compte rendu, correspondance, (1982-1987) ; coopération, réunion d'un groupe de travail sur la pêche côtière de la morue à Terre-Neuve : correspondance, étude scientifique sur la gestion de la ressource (1987) ; discussions sur l'accord de pêche : correspondance, notes de synthèse, cartes, notes verbales des représentations diplomatiques française et canadienne (1987).

1982-1987

20070119/8

Blocage des négociations. – Analyse du différend franco-canadien : correspondance, déclarations, notes de synthèse, études, comptes rendus de réunions interministérielles (1988-1989) ; réunions techniques entre la France et le Canada en vue de la reprise des négociations : correspondance, projets de comptes rendus de réunions, dépêches (1989-1991).

1988-1991

Arbitrage

20070119/9

Accord sur l'institution d'un tribunal d'arbitrage sur la délimitation des espaces maritimes entre la France et le Canada. – Médiation de M. Enrique Iglesias : texte du procès-verbal d'application de l'accord de pêche ; défense des intérêts de la France : moyens mis en œuvre ; gestion de la ressource : application de l'accord de 1989, programme d'inspection des navires.

1989-1990

20070119/10-15

Défense présentée par la France et le Canada.

1990-1991

art. 10

Position de la France devant le tribunal d'arbitrage : préparation du mémoire et du contre-mémoire, mémoire et annexes, 1990

art. 11

Archives nationales

Mémoire présenté par le Canada, juin 1990

Archives nationales

20070119/10-15 (suite)

art. 12

Annexes au mémoire présenté par le Canada, volume II, juin 1990²

art. 13

Organisation de la défense de la France devant le tribunal d'arbitrage : correspondance, convocation aux réunions, comptes rendus de réunions ; documents annexes : statistiques et études ; déclarations des deux Etats, 1991

art. 14

Contre-mémoire et annexes présentés par la France, janvier 1991

art. 15

Contre-mémoire et annexes présentés par le Canada, février 1991

20070119/16

Coopération. - Inspections coordonnées franco-canadiennes : correspondance, dépêches, compte rendu d'inspection.

1990-1992

20070119/17

Arbitrage, décision du tribunal : correspondance, carte, décision, note sur la situation de la pêche française ; conséquences de l'arbitrage : modification de la réglementation, note de synthèse ; relations avec les élus de Saint-Pierre-et-Miquelon : correspondance.

1992

Accord de 1994

20070119/18

Accord de coopération en matière de pêche, négociations : notes, correspondance, dépêches ; arrangement administratif suite à l'accord conclu en 1994 : correspondance, texte de l'arrangement (1994). Application de l'accord, élaboration d'un programme d'action France-Canada : notes, texte du programme (1998).

1994-1998

Relations entre la Communauté économique européenne et le Canada

20070119/19

² Il manque les annexes présentées dans le livre I

Archives nationales

Politique commune de la pêche. – Application aux accords conclus entre la France et le Canada : correspondance, notes verbales, notes (1977-1979). Négociations pour une gestion commune des pêches : proposition de règlement du Conseil, correspondance, note, synthèse, aide mémoire (1977-1986). Immixtion de la Communauté européenne dans le différend franco-canadien : correspondance, aide-mémoire, note de synthèse (1987-1995).

1977-1995

20070119/20

Relations transatlantiques entre l'Union européenne et le Canada. – Réunions transatlantiques : comptes rendus, correspondance, dépêches (1999). Différend entre l'Union européenne et le Canada au sujet d'un projet de loi sur la protection des pêches côtières : comptes rendus des réunions de la chambre des Communes canadienne, notes verbales, notes de synthèse, correspondance, dépêches (1994-2000).

1994-2000

GESTION DE LA RESSOURCE HALIEUTIQUE

Réglementation

20070119/21

Réglementation française et canadienne sur la pêche, modifications : correspondance, questionnaire (1986-1995). Délivrance des licences de pêche : réglementation ; double des licences délivrées (1989-1992).

1986-1995

Total Autorisé de Captures (TAC) et quotas

20070119/22

Négociations annuelles du Total Autorisé de Captures (TAC) et des quotas de pêche suite à la signature de l'accord de 1972 : correspondance, comptes rendus de réunions, télégrammes (1976-1981). Fixation des TAC et répartition des quotas entre les armements : correspondance, arrêtés du secrétaire d'Etat à la mer, notes (1984-1993). Zone 2J 3 KL, fixation des quotas : notes, correspondance, avis scientifique sur la gestion des ressources (1987-1992).

1976-1993

Archives nationales

20070119/23

TAC et quotas. – Fixation, négociations : arrêtés ministériels, plans de pêche canadien et français.

1988-1992

20070119/24

Pêche à la pétoncle. – Fixation des TAC et quotas, demandes de licences.

1993-1995

Déclarations de captures

20070119/25

Captures effectuées, déclarations et estimations : états détaillés et statistiques (1965-1994) ; captures de morue dans la zone 3PS : statistiques (1988-1993).

1965-1994

Protection de la ressource

20070119/26

Mesures ponctuelles. - Droits de pêche français dans la zone du 3 Ps, examen statistique du potentiel halieutique : correspondance, notes (1986). Poisson de fond de l'Atlantique, plans de gestion : notes, dépêches, fascicules (1992-1993). Protection des stocks chevauchants : dépêches, coupure de presse, note (1993-1994).

1986-1994

20070119/27-30

Conseil consultatif franco-canadien, réunions : comptes rendus.

1995-2004

art. 27

1995-1996

art. 28

1997-1999

art. 29

2000-2001

art. 30

2002-2004

Contentieux

20070119/31

Archives nationales

Arraisonnement du “ Croix de Lorraine ” dans les eaux canadiennes pour pêche illégale, incident diplomatique : notes, correspondance (1989).

Expédition de marins et élus Saint-Pierrais pour faire reconnaître les droits de pêche français, incident avec les autorités canadiennes : coupures de presse, dépêches (1993).

Accord de pêche, rupture des négociations : correspondance, coupures de presse, télégrammes (1993).

1989-1993

RELATIONS AVEC LES SOCIÉTÉS DE PÊCHE

20070119/32

Société Comapêche. – Contentieux, demandes de licences de pêche ; répartition des quotas entre la Comapêche et les autres armements : correspondance, notes.

1987-1992

20070119/33

Interpêche et autres sociétés, situation économique : correspondance (1988-1991). Syndicats et organisations de pêcheurs, résolution des contentieux : correspondance (1986-1992).

1986-1992

20070119/34

Aides de l'Etat pour le maintien d'une activité économique à Saint-Pierre-et-Miquelon : correspondance, notes, coupures de presse.

1993-1994

DOCUMENTATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

20070119/35

Etudes scientifiques et techniques canadiennes et françaises.

1976-1992

20070119/36

Etudes sur Saint-Pierre-et-Miquelon.

- Aliette GEISTDOERFER, *Anthropologie sociale et pêche artisanale. Le cas des artisans pêcheurs de Saint-Pierre-et-*

Archives nationales

Miquelon, 1989

- Chambre de commerce et d'industrie et de métiers de Saint-Pierre-et-Miquelon, *Pêcher à Saint-Pierre-et-Miquelon*, 1988

- Charles de la MORANDIERE, *La pêche française de la morue à Terre-Neuve du XVI^{ème} siècle à nos jours : son importance économique, sociale et politique*, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris, 1967

- François CHAUVIN, *Saint-Pierre-et-Miquelon et les pêches dans le Nord-Ouest Atlantique*, IEP, Paris, 1987

- Ministère des pêches et des océans, *Faits nouveaux concernant les allocations aux étrangers sur la côte Atlantique du Canada depuis l'extension de la zone de compétence*, Ottawa, 1985

- Tribunal arbitral, *Délimitation du plateau continental entre la France et le Royaume-Uni*, La Documentation française, 1977

1967-1989

20070119/37

Etudes sur la gestion des ressources halieutiques.

- André FOREST et Robert CHEVALIER, *Ressources halieutiques dans la région de Saint-Pierre-et-Miquelon*, Science et pêche, 1979

- Didier DOREL, *Poissons de l'Atlantique Nord-Est, relations taille-poids*, Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (IFREMER), 1986

- Groupe de travail sur les pêches côtières de Terre-Neuve (GTPCTN), *Etude des tendances des stocks de morue au large de Terre-Neuve et des facteurs qui influent sur l'abondance et la disponibilité du poisson pour la pêche côtière*, 1987

- Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes (ISTPM), *Rapport sur la pêche dans la région de Saint-Pierre-et-Miquelon*, 1976

Etudes sur la gestion des ressources halieutiques (suite)

- J. MAUVIEL, *Distribution spatio-temporelle de cinq espèces de poissons au large de Saint-Pierre-et-Miquelon et relation avec la délimitation de la Z.E.E. française*, IFREMER, 1987

- Jacques BERTRAND, *Evaluation des stocks halieutiques de la subdivision 3 Ps de l'OPANO³*, IFREMER, 1987-1992

- J-C POULARD et A. BATTAGLIA, *Bilan des connaissances sur la gestion des ressources halieutiques d'importance commerciale dans le secteur du 3 Ps*, IFREMER, 1986

Archives nationales

- Philippe MOGUEDET et Jean-Claude MAHE, *Atlas de l'activité des flotilles hauturières de Saint-Pierre-et-Miquelon de 1986 à 1990*, IFREMER, 1991
- R. LETACONNOUX, *Rapport sur la pêche dans le golfe du Saint-Laurent*, Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes (ISTPM), 1976
- Richard PINGET, *Evaluation des ressources halieutiques de la subdivision 3 Ps : observations sur quelques espèces d'intérêt potentiel*, ISTPM, 1991

1976-1991

Archives nationales

Annexe

Table des sigles

GTPCTN : Groupe de travail sur les pêches côtières de Terre-Neuve
IEP : Institut d'études politiques
IFREMER : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer
ISTPM : Institut scientifique et technique des pêches maritimes
OPANO : Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest
RRAI : Ressource, réglementation et affaires internationales
TAC : Total autorisé de captures
ZEE : Zone économique exclusive